

Towards a Responsible Use of Artificial Intelligence in Canadian Public Education

Artificial intelligence (AI) tools can potentially enhance teaching and learning. However, there is no substitute for a qualified teacher and current processes for AI use in Canadian K-12 public schools are murky.

- 93% of Canadians agree that provincial/territorial governments are responsible for protecting student and teacher data.*
- 95% of Canadians support the rights of parents, students, and educators to consent to data use in public education.*

The CTF/FCE calls on federal and provincial/territorial policy makers to safeguard the rights of educators and students. AI for education systems should be classified as high-risk to ensure that students and teachers are safe and supported when engaging with these digital tools.

*Source: CTF/FCE Public Opinion Poll, Abacus Data, 2024

Vers une utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le secteur de l'éducation publique canadien

Les outils d'intelligence artificielle (IA) peuvent améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Cela dit, rien ne remplacera jamais une enseignante ou un enseignant qualifié, sans compter que les processus utilisés actuellement pour intégrer les systèmes d'IA dans les écoles publiques canadiennes, de la maternelle à la 12^e année, sont nébuleux.

- 93% des Canadiennes et Canadiens sont d'avis qu'il incombe aux gouvernements provinciaux et territoriaux de veiller à ce que les données des élèves et des enseignantes et enseignants soient protégées*.
- 95% des Canadiennes et Canadiens soutiennent le droit des parents, des élèves et du personnel scolaire de consentir à l'utilisation des données les concernant dans le domaine de l'éducation publique*.

La CTF/FCE demande aux divers gouvernements de protéger les droits du personnel de l'éducation et des élèves. Pour garantir la sécurité des élèves et des membres du corps enseignant qui utilisent les systèmes d'IA destinés à l'éducation, il faudrait leur fournir le soutien nécessaire et classer ces outils numériques comme étant à haut risque.

*Source: Sondage d'opinion publique de la CTF/FCE, Abacus Data, 2024

